

Questions orales

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LE POUVOIR EXÉCUTOIRE
DES DÉCRETS DE LA COMMISSION ET LES ATTRIBUTIONS DU
COMITÉ DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, dès que le chœur se sera tu, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Étant donné la façon dont les fonctionnaires du Conseil privé interprètent les textes réglementaires, le ministre peut-il confirmer que les décrets de la Commission de lutte contre l'inflation et du Directeur seront, de fait, considérés comme des règlements et seront à ce titre soumis à l'examen du comité mixte des textes réglementaires?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'aimerais rappeler au député la réponse assez détaillée que j'ai donnée à ce sujet au député de Halifax qui est président adjoint du comité permanent, lors de l'étude du bill C-73 par le comité. On avait posé des questions très précises à ce sujet et j'ai essayé d'y répondre avec la même précision.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À
L'AMÉNAGEMENT D'UN QUAI POUR CONTAINERS À PROXIMITÉ
D'UN DÉPÔT DE MUNITIONS DE LA MARINE

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Puisqu'il ne reste plus beaucoup de temps, j'ajouterais une question supplémentaire. Le ministre peut-il indiquer à la Chambre où en sont les entretiens entre son ministère et la province de la Nouvelle-Écosse au sujet du projet d'aménagement d'un quai pour containers à Navy Island Cove, et quelle en est la nature? En outre, peut-il dire si, dans le cadre de ces entretiens, le gouvernement a déterminé de qui relève en définitive les mesures de sécurité et tenu compte de la proximité entre le quai et le dépôt de munitions de la marine?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je sais que le gouvernement provincial projette la construction d'un quai pour containers. L'un des emplacements envisagés était celui de Wright's Cove dans le bassin de Bedford. Nous avons fait savoir au gouvernement provincial que le dépôt de munitions de la marine canadienne est situé dans cette région et qu'il ne serait pas pratique de construire le quai à cet endroit. On me dit que le gouvernement provincial est à la recherche d'un autre emplacement.

* * *

LES PÉNITENCIERS

MILLHAVEN—LA PUBLICATION DU RAPPORT DE L'ENQUÊTE
SUR LES ACTES DE BRUTALITÉ ET L'USAGE DE GAZ

M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon Biggar): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au solliciteur général. Étant donné que le solliciteur général a omis ou refusé de déposer un rapport complet sur l'incident sur-

[M. Mackasey.]

venu à Millhaven le 3 novembre, peut-il dire à la Chambre s'il est maintenant en mesure de nous fournir un rapport complet et si le gouvernement envisage de publier le rapport du commissaire des pénitenciers dans les cas où il a été établi que les gardiens avaient battu des détenus ou utilisé un gaz contre eux.

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, d'abord le commissaire des pénitenciers n'a pas rédigé de rapport à ce sujet. Il est exact qu'un incident s'est produit dernièrement et qu'un gardien aurait utilisé un gaz interdit par les règlements du service pénitentiaire. Quand les responsables de l'établissement ont constaté cette infraction, ils ont immédiatement suspendu le coupable. Il en a appelé de sa suspension et cet appel est actuellement en instance. Nous pourrions fournir d'autres détails quand l'appel aura été entendu. Il est exact qu'il y a eu utilisation d'un gaz interdit par le règlement, qu'un détenu a été blessé à cette occasion. D'autres incidents se sont produits à la suite du premier.

LA POSSIBILITÉ D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE RECOURS
AUX GAZ ET AUX ACTES DE BRUTALITÉ

M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, le solliciteur général pourrait-il confirmer ou infirmer une dépêche parue en fin de semaine selon laquelle le commissaire des pénitenciers procéderait à des audiences publiques, pourrait-il nous dire également s'il choisira cette procédure pour cet incident et pour les autres incidents semblables qui se produiraient à l'avenir dans des pénitenciers canadiens?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, nous envisageons la tenue d'une enquête par l'ombudswoman des pénitenciers. Elle est actuellement absente d'Ottawa. J'ai tenté de communiquer avec elle par téléphone. Je m'étais déjà entretenu avec elle à ce sujet. La chose est possible.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LA DEMANDE D'AIDE EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS D'ESSEX
PACKERS EN PASSE DE SE TROUVER SANS EMPLOI

M. Sean O'Sullivan (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Il y a quelques jours, j'ai demandé au ministre quelles mesures envisageait son ministère pour venir en aide aux travailleurs d'Essex Packers de Hamilton qui vont perdre leur emploi. Le ministre peut-il maintenant nous dire ce qu'il en est de la demande d'aide pour atténuer cette pénible situation.

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, il y a eu beaucoup de négociations entre les représentants de la firme, le syndicat, et surtout les représentants de mes collègues, le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre du Travail qui s'intéresse de près à l'affaire. Je crois qu'ils travaillent actuellement à la mise au point de certaines offres et nous aurons probablement des nouvelles d'ici quelques jours.